

FINMETRIX

COMMENTAIRE MENSUEL

ANALYSE DU MOIS

GESTION DE RISQUES FINANCIERS



MAI 2025

BONJOUR

INTRODUCTION

Le mois d'avril a été, de toute évidence, riche en turbulences. La Banque du Canada craint que le pays n'entre en récession cette année, si jamais le bras de fer commercial canado-américain se poursuivait dans les mois à venir. Aux États-Unis, nombre d'entreprises décident de geler les embauches, ne sachant pas trop ce que l'avenir leur réserve. Le FMI se montre maintenant pessimiste concernant la croissance économique de la zone euro en 2025. Les consommateurs britanniques ont le moral à zéro. Et la Chine part en guerre contre l'hégémonie du billet vert sur les échanges commerciaux internationaux.

Bonne lecture!

CAD



ZOOM SUR ▼
LE DOLLAR CANADIEN

PLUS DE DÉTAILS

En avril, la paire de devises USDCAD a vu sa valeur reculer de 1.4303 à 1.3819. Le taux d'inflation a reculé en mars de 0.3 point de pourcentage, à 2.3%, au Canada. Cette baisse a surpris la plupart des analystes, qui voyaient plutôt venir une hausse, à l'image des prix des produits alimentaires, qui ont enregistré une inflation de 3.2%. Mais les prix de l'essence et des voyages organisés ont fortement baissé, les Canadiens ayant massivement évité de se rendre aux États-Unis, indique Statistique Canada.

Les ventes au détail ont enregistré en février une baisse de 0.4%, à 69.3 milliards CAD, selon Statistique Canada. La plus forte diminution provinciale en dollars a été observée au Québec, en recul de 0.9% ; c'est sa seconde baisse mensuelle consécutive. Dans la grande région de Montréal, les ventes ont fondu de 2.5%. En avril, la Banque du Canada a laissé son taux directeur inchangé, à 2.75%, en attendant d'y voir un peu plus clair dans les bouleversements occasionnés par la politique protectionniste de la Maison-Blanche sur les économies canadienne et mondiale. Depuis juin 2024, elle avait effectué sept baisses consécutives.

En parallèle à sa décision, la banque centrale canadienne a présenté ses prévisions si jamais les États-Unis et le Canada se livraient bel et bien à un bras de fer commercial, tel qu'il promet de se produire à partir de juillet prochain. Dans un tel cas de figure, le pays entrerait en récession : le produit intérieur brut (PIB) canadien se contracterait pendant quatre trimestres consécutifs, accusant une baisse moyenne de 1.2%. La production et le niveau de vie des Canadiens se contracteraient « de façon permanente ». Et l'inflation dépasserait la barre des 3% en 2026.

Le quart des Canadiens fortunés (28%) se disent tentés d'aller vivre ailleurs, selon un sondage du cabinet-conseil Arton Capital. Ils déplorent une baisse de la qualité de vie (56%) et des perspectives économiques peu reluisantes (45%). L'Australie serait leur destination privilégiée (31%), suivie des États-Unis (26%), du Royaume-Uni (17%) et du Portugal (13%). Un pourcentage notable de 10% cite Singapour, les marchés de l'Asie de l'Est leur paraissant porteurs d'avenir.



USD



ZOOM SUR ▼ LE DOLLAR AMÉRICAIN

PLUS DE DÉTAILS

L'indice DXY a nettement diminué en avril, passant de 104.20 à 99.92. Selon le dernier « livre beige » de la Réserve fédérale (Fed), qui compile mensuellement les avis d'experts et d'acteurs économiques, la guerre commerciale planétaire amorcée par le président américain Donald Trump a d'ores et déjà des répercussions sur l'économie des États-Unis.

On y lit que « L'incertitude économique grandissante se traduit notamment par une réduction significative des dépenses de consommation ». Plusieurs États ont noté une « baisse majeure du nombre de visiteurs internationaux », en particulier concernant les voyageurs d'affaires. La plupart des entreprises entendent répercuter leurs surcoûts occasionnés aux nouveaux droits de douane sur leurs prix de vente. De plus, elles adoptent une posture d'attente, ce qui les amène à geler les embauches ; certaines d'entre elles, les plus sensibles aux droits de douane, ont même fait part de leur intention de prochainement licencier.

« Les économies américaine et mondiale ont toutes les chances d'entrer en récession cette année, sauf en cas d'annulation rapide de la plupart des droits de douane imposés par la Maison-Blanche ou d'adoption d'importantes mesures de relance budgétaire pour contrer le choc commercial à venir », estime le cabinet d'études BCA Research dans une note récente. De plus, la stratégie financière dite « Vendre l'Amérique », qui caractérise une aversion pour les actifs américains de la part des investisseurs du monde entier, devient si populaire qu'elle est sur le point de menacer l'USD. « Le dollar américain pourrait entrer dans une véritable crise si cette attitude des investisseurs venait à se poursuivre dans les mois à venir », s'alarment les analystes de BCA Research, en soulignant toutefois qu'ils ne s'attendaient pas à ce qu'un tel scénario se produise vraiment.

En ce sens, les dernières prévisions du Fonds monétaire international (FMI) avancent que le produit intérieur brut (PIB) américain ne progressera que de 1.8% cette année ; c'est 0.9 point de pourcentage de moins qu'en janvier. Les droits de douane sont, à eux seuls, responsables d'un recul de 0.4 point de pourcentage.



EUR



ZOOM SUR ▼ L'EURO

PLUS DE DÉTAILS

La valeur de la paire EURUSD est passée le mois dernier de 1.0793 à 1.1321. L'activité économique de la zone euro a stagné en avril, l'Indice composite des directeurs d'achat (PMI) ayant été de 50.1 (le seuil de 50 sépare la croissance de la contraction). Pour la première fois depuis le début de l'année, l'activité économique de l'Allemagne, le « moteur économique » de l'Europe, s'est contractée en avril, à 49.7. Quant à la France, un autre acteur majeur européen, son activité a reculé en avril pour le huitième mois consécutif, à 47.3.

Les exportateurs de l'Union européenne (UE) sont actuellement soumis à un droit de douane américain de base de 10%, ainsi qu'à des droits de douane de 25% sur les voitures, l'acier et l'aluminium. Le président américain Donald Trump a par ailleurs suspendu pour 90 jours une taxe douanière supplémentaire de 20% sur toutes les exportations de l'UE.

Le Fonds monétaire international (FMI) a averti que la politique protectionniste de l'administration Trump avait fait entrer le monde dans une « nouvelle ère », empreinte de « turbulences », de « tensions » et de « crises ». En conséquence, il a revu à la baisse ses prévisions de croissance pour la zone euro, qui ne devrait être que de 0.8% en 2025 et de 1.2% en 2026, soit 0.2 point de pourcentage de moins que ses prévisions de janvier dernier. Cette année, la France devrait enregistrer une croissance de seulement 0.6%, et l'Allemagne, en récession depuis deux ans et dont les entreprises exportatrices sont fortement exposées aux perturbations du commerce mondial, de 0%.

Seul point positif : l'inflation n'a été que de 2.2% en mars dans la zone euro, soit 0.1 point de pourcentage de moins que le mois précédent, selon Eurostat. Ce recul s'explique surtout par le reflux des prix de l'énergie et une accalmie dans les services. Cela a gonflé d'espoir François Villeroy de Galhau, membre des gouverneurs de la BCE, qui a publiquement affirmé qu'« il n'y aura pas d'inflation supplémentaire en Europe, ni cette année ni l'année prochaine ». Reste à voir si les turbulences créées à répétition par l'administration Trump ne finiront pas par le faire déchanter...



GBP



ZOOM SUR ▼
LA LIVRE STERLING

PLUS DE DÉTAILS

Le mois dernier, la valeur de la paire GBPUSD a progressé de 1.2923 à 1.3321. L'inflation au Royaume-Uni a ralenti plus que prévu en mars, principalement grâce à la baisse des prix de l'essence, selon l'Office for National Statistics (ONS). Elle est passée en un mois de 2.8% à 2.6%.

Cependant, nombre d'analystes ont prévenu que cette baisse pourrait être de courte durée, les factures d'énergie et la hausse des coûts des entreprises étant susceptibles de bientôt faire repartir l'inflation à la hausse. Ruth Gregory, économiste en chef adjointe, Royaume-Uni, de Capital Economics, estime ainsi que l'inflation rebondira aux alentours de 3.5% dans les prochains mois.

D'un autre côté, les consommateurs britanniques ont le moral à zéro. Selon le cabinet d'études GfK, leur niveau de confiance en l'avenir a reculé en avril de quatre points, à -23 (son plus bas niveau depuis novembre 2023). Ils s'inquiètent surtout de la hausse des prix à la consommation et de l'impact économique que vont avoir les droits de douane de 10% sur ses exportations vers les États-Unis. Le cabinet d'études EY prévoit maintenant une croissance du produit intérieur brut (PIB) britannique de 0.8% cette année, contre 1% prévu en février. Il a également réduit ses prévisions pour 2026, de 1.6% à seulement 0.9%, en raison de la politique protectionniste américaine.

Cette chute anticipée du PIB britannique découle en grande partie du choc financier que vont encaisser les entreprises britanniques exportatrices. Selon le cabinet-conseil BDO, la majorité d'entre elles vont être contraintes de donner un coup de frein à leurs affaires.

Le mois dernier, l'Office for Budget Responsibility (OBR) a réduit de moitié ses prévisions de croissance pour le Royaume-Uni, les ramenant de 2% à 1% en 2025. C'est que d'importantes réductions des dépenses sociales et une hausse de la pression fiscale sur les entreprises ont suscité des vives inquiétudes quant aux perspectives économiques du pays. Les données de l'ONS ont montré plus tôt cette année que le PIB britannique avait progressé d'un minuscule 0.1% au quatrième trimestre de 2024, après une stagnation lors du trimestre précédent.



CNH



ZOOM SUR ▼
LE RENMINBI

PLUS DE DÉTAILS

La paire de devises USDCNH a vu sa valeur baisser de 7.2812 à 7.2728, le mois dernier. Washington a imposé des droits de douane de 145% sur la plupart des produits chinois à l'occasion de la « Journée de la Libération » décrétée par Donald Trump, le 2 avril. Cela a incité Beijing à riposter en imposant des taxes de 125% sur les importations américaines. La situation est maintenant telle qu'on assiste quasiment à un embargo sur les échanges de biens entre les deux principales économies du monde.

Le président chinois Xi Jinping a effectué une tournée en Asie du Sud-Est afin de rallier différents pays à la Chine dans sa guerre commerciale contre les États-Unis. Cela s'est notamment traduit par la promotion d'une utilisation accrue du yuan dans les échanges commerciaux.

La société de services financiers UnionPay, contrôlée par la Banque populaire de Chine (BPC), a ainsi renforcé son réseau de paiement au Vietnam et au Cambodge. Désormais, touristes et PME peuvent aisément y effectuer leurs transactions en yuans, en se servant d'un simple code QR fourni par UnionPay ; cette dernière dispose à présent d'un réseau d'une trentaine de pays hors de Chine.

Certes, aucune monnaie ne peut encore rivaliser avec le billet vert, qui représente près de la moitié des paiements mondiaux, selon le réseau bancaire SWIFT, et plus de 80% du financement des échanges commerciaux. Mais le yuan se positionne de plus en plus comme une alternative séduisante. Un exemple frappant concerne l'Argentine, qui a renouvelé en avril une tranche de 6.9 milliards CAD d'une ligne de swap en yuans. En février dernier, les swaps de devises offshore de la BPC avaient atteint un montant record de 4 300 milliards de yuans (820 milliards CAD).

« Si elle le veut vraiment, la Chine peut briser l'ordre ancien du système monétaire international », prévient l'économiste Qu Fengjie, en affichant une belle assurance.



ALUMINIUM



ZOOM SUR ▼
L'ALUMINIUM

PLUS DE DÉTAILS

Depuis le début de 2025, la valeur de la tonne d'aluminium a baissé de plus de 110 USD, à 2 415 USD, selon Trading Economics. Son sommet historique avait été atteint en mars 2022, à 4 103 USD.

Le président américain Donald Trump a imposé des taxes douanières de 25% sur l'aluminium canadien le 12 mars dernier, suscitant de vives inquiétudes pour un secteur qui a exporté pour 17 milliards CAD d'aluminium en 2023. Les États-Unis sont le principal point de chute des exportations canadiennes d'aluminium, représentant 90.3% de la valeur totale des exportations de ce métal. Ils sont suivis par les Pays-Bas (2.4%) et le Mexique (2.1%), selon les données de Ressources naturelles Canada.

À elles seules, les nouvelles taxes douanières sur l'aluminium ajoutent « quelque 3 000 USD au coût de fabrication d'un pick-up F-150 » aux États-Unis, estime Jean Simard, PDG de l'Association de l'aluminium du Canada. Si l'on ajoute les nouveaux droits de douane américains sur l'acier et sur les automobiles, ça fait bondir le coût de 12 000 USD. « C'est carrément destructeur pour l'industrie automobile », déclare-t-il. Pour l'heure, les alumineries canadiennes ne prennent pas à leur charge les 25% de droits de douane imposés par l'administration Trump, elles les ajoutent à la facture envoyée à leurs clients américains. Elles ne sont donc pas touchées directement par la guerre commerciale, mais pourraient bientôt l'être indirectement : « La demande en aluminium risque de finir par diminuer, que ce soit de la part de constructeurs automobiles ou d'autres producteurs de biens manufacturés, et cela se ressentirait sur notre niveau de production », explique M. Simard.

Selon William Oplinger, PDG d'Alcoa, la Maison-Blanche n'a d'autre choix que de vite laisser tomber sa politique de taxes douanières. C'est que celle-ci coûte cher aux producteurs d'aluminium américains, dont nombre d'usines se trouvent à l'étranger. Pour Alcoa, la facture s'est élevée à 20 millions USD au premier trimestre, et elle pourrait grimper à 90 millions USD pour le deuxième trimestre, estime son PDG.





Bientôt des rayons vides aux États-Unis?

La guerre commerciale sino-américaine entraîne une baisse des volumes d'expédition de la Chine vers les États-Unis, avec des taux d'annulation atteignant à présent 50% dans certains ports chinois, selon la firme de logistique Flexport. Comme les cargos chinois atteignent la côte Ouest en trois semaines et la côte Est en une quarantaine de jours, l'impact devrait se faire sentir dans les magasins un peu avant l'été. « Les Américains devraient alors voir des rayons vides pour certains produits auxquels ils sont habitués », indique une étude d'Apollo Global Management. La National Retail Federation, dont font partie Walmart et Target, prédit une chute d'« au moins 20% » du volume de produits importés en magasin, au second semestre de 2025.

Source : Yahoo!

Lien : [ICI](#)

Trump se trompe sur l'essence

À deux reprises en avril, le président américain Donald Trump a affirmé que le gallon d'essence coûtait 1.98 USD aux États-Unis. « Personne ne croyait ça possible, mais nous l'avons fait », s'est-il vanté. Le hic? C'est inexact. Une enquête du Houston Chronicle a révélé que le prix le plus bas lors des semaines où Trump a fait ces affirmations était de 2.66 USD. Les données de GasBuddy.com montraient qu'aucune station-service sur les quelque 150 000 que compte le pays ne vendait alors d'essence à 1.98 USD le gallon. La dernière fois qu'un prix inférieur à 1.98 USD a été enregistré, c'était en janvier 2021 : la pandémie de COVID-19 avait fait chuter la demande d'essence, les Américains ne pouvant plus se déplacer en voiture comme auparavant.

Source : Houston Chronicle.

Lien : [ICI](#)

” LA MEILLEURE
STRATÉGIE
C'EST D'AVOIR
UNE
STRATÉGIE

